

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Marseille, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC-MALO (Crémades)

1004 rue Roussanne
84100 Orange

SPR/1011-2024

Références : D-00563-2024/LRAR N°1A 204 774 9484 3

Code AIOT : 0006400438

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement CHIMIREC-MALO (Crémades) implanté ZI des CREMADES 478 Rue du Portugal 84100 Orange. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC-MALO (Crémades)
- ZI des CREMADES 478 Rue du Portugal 84100 Orange
- Code AIOT : 0006400438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC MALO exploite sur la commune d'Orange un établissement de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux. Les activités autorisées sur le site CHIMIREC MALO sont plus précisément les suivantes :

- traitement d'eaux hydrocarburées et de boues par décantation et centrifugation,
- transit et regroupement d'eaux souillées non centrifugeables et de déchets dangereux conditionnés très toxiques,
- transit et regroupement d'autres déchets dangereux conditionnés divers (acides, bases, solvants, liquides inflammables, déchets dangereux diffus).

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation environnementale au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1993 modifié. Les activités sont plus particulièrement classées au titre des rubriques IED suivantes (la rubrique IED principale est signalée par une étoile *) :

- 3510* – Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.
- 3550 – Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 31/12/1993, article 19	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-1	Sans objet
2	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Traçabilité des déchets – Registre chronologique	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Sans objet
6	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/12/1993, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite terrain, il a été constaté que le site est toujours très bien entretenu. L'exploitant devra transmettre des documents justifiant certains points de contrôle (accréditation du laboratoire pour les mesures de PFAS et nouveaux résultats d'analyse des eaux pluviales afin de vérifier le respect du paramètre DCO conformément à son arrêté préfectoral).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R516-1
Thème(s) : Situation administrative, Abrogation garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone. [...]
Constats : L'exploitant a transmis un courrier du 12 février 2024 (reçu le 14 mars 2024) pour le renouvellement de ses garanties financières conformément au 5° de l'article R516-1. Suite loi industrie verte n° 2023-973 du 23 octobre 2023, le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement a modifié la règle de constitution des garanties financières pour les installations classées. L'article 64 du décret susmentionné mentionne que les <i>"dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées."</i> Aussi, le 5° a été supprimé à l'article R. 516-1 du code de l'environnement. L'exploitant n'est donc plus soumis à l'obligation de constituer des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats : L'exploitant a réalisé 3 campagnes de mesures des PFAS par le laboratoire AGROLAB mandaté par les laboratoires CERECO. Ce laboratoire a proposé l'analyse de 20 PFAS. La liste des PFAS est donc celle transmise dans les rapports de mesures PFAS de février, mars et avril 2024 (cf point de contrôle n°3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesures
Prescription contrôlée : [...] II.- L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]
Constats : L'inspection a fait part à l'exploitant du courrier transmis par le Service de Prévention des Risques de la DREAL PACA au sujet de la déclaration des analyses PFAS via le site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). L'exploitant a bien réalisé 3 campagnes de mesures des PFAS (20 composés) par le laboratoire AGROLAB : <ul style="list-style-type: none"> • prélèvement du 28/02/2024 : Rapport n° B24/R60921/0140 du 07/05/2024 • prélèvement du 20/03/2024 : Rapport n°B24/R60921/0135 du 24/04/2024 • prélèvement du 24/04/2024 : Rapport n°B24/R60921/0143 du 11/06/2024 Les résultats ont été déclarés sur GIDAF le 16 juillet 2024. L'exploitant doit établir en interne un tableau de suivi des différents PFAS. L'inspection a demandé à l'exploitant de rechercher l'origine des PFAS éventuellement décelés. Post-inspection, l'inspecteur s'est renseigné sur les attendus auprès du correspondant « PFAS » du Service Prévention des Risques (SPR) de la DREAL PACA. Ce dernier a précisé que le laboratoire effectuant les analyses PFAS doit être accrédité. De plus, l'analyse des données PFAS extraites de GIDAF par le correspondant du SPR n'a pas mis en évidence de non-conformité pour ce site. Toutefois, une vérification de l'accréditation du laboratoire permettra de valider cette analyse des données PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 1 mois une copie de l'accréditation du laboratoire AGROLAB lui permettant de réaliser les campagnes de mesures PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1993, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi normes de rejets
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales rejetées dans le milieu récepteur devront respecter les normes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Hydrocarbures < 20 ppm- MES < ou = 30 mg/l- DCO < ou = 90 mg/l
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des eaux pluviales des laboratoires CERECO (rapport n°BR4/R60921/046-prélèvement du 10/07/2024). Les paramètres mesurés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Température : 20°C• PH : 7,5• Hydrocarbures totaux < 0,13 mg/l (conforme à l'arrêté préfectoral)• MES : 24 mg/l (conforme à l'arrêté préfectoral)• DCO : 102 mg/l (non conforme à l'arrêté préfectoral)• DBO5 : 5 mg/l L'exploitant a bien relevé la non-conformité du paramètre DCO. Il indique que c'est la première fois depuis qu'il effectue ces analyses. Aussi, il a engagé une opération de curage du réseau pluvial semaine 34. À la suite, une nouvelle analyse sera faite afin de contrôler le respect de ce paramètre conformément à l'arrêté préfectoral. Post-inspection, l'inspecteur a contrôlé le paramètre DCO qui était indiqué dans les rapports de suivi PFAS (campagne de février, mars et avril 2024). Le paramètre DCO est effectivement conforme avec respectivement 78, 34 et 28 mg/l
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 1 mois de nouveaux résultats d'analyse des eaux pluviales afin de vérifier le respect du paramètre DCO conformément à son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets – Registre chronologique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Autre, Tenue d'un registre chronologique
Prescription contrôlée : [...] Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un logiciel nommé UNICOM pour le suivi des entrées et sorties de déchets. Ce logiciel est en interface avec Trackdéchets, la plateforme nationale de traçabilité des déchets dangereux.

Par sondage, l'inspection a contrôlé la complétude du logiciel UNICOM. L'exploitant a donc effectué une extraction sous Excel des déchets entrants et sortants de décembre 2023 et juin 2024. Tous les champs nécessaires au suivi des déchets sont bien recensés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1993, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les moyens de secours suivants seront mis en place de façon visible et accessibles en toutes circonstances :

- 3 robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm de diamètre et 30 mètres de longueur. La pression d'eau dans ces RIA ne sera pas inférieure à 2,5 bar ;
- 2 extincteurs à poudre de 200 Kg ;
- 8 extincteurs à poudres de 20 kg.

[...]

Il sera régulièrement entretenu et vérifié par des entreprises spécialisées.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie : rapport Prosud incendie du 17/04/2024. Ce rapport fait état de :

- 4 RIA (Robinet Incendie Armé),
- 51 extincteurs portatifs,
- 6 extincteurs sur roue.

Ce rapport ne présente pas de non-conformité.

De plus, l'exploitant a également présenté à l'inspection les certificats Q5 (pour les RIA) et Q4 (pour les extincteurs) réalisés le 17/04/2024. Ces documents attestent de la bonne conformité des installations de sécurité incendie du site.

L'inspection a pu constater par sondage sur le site que les 4 RIA disposaient de l'affichage réglementaire du contrôle, à savoir la date d'avril 2024.

Type de suites proposées : Sans suite